

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 17 au 23 septembre 2026

Lors des élections régionales en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale de ce week-end, l'AfD est arrivée pour la première fois en tête avec 38,2 % des voix, devant le SPD de la ministre-présidente sortante Manuela Schwesig qui a obtenu 35,5 %. Die Linke (6,5 %) et les Verts (5,7 %) franchissent eux aussi le seuil nécessaire pour entrer au parlement régional fixé à 5 %. La CDU subit en revanche un revers historique : avec seulement 4,9 %, elle n'obtient aucun siège au Landtag pour la première fois de l'histoire de la République fédérale. Elle perd ainsi plus de la moitié de son score de 2021 (13,3 %). Le FDP (1,0 %) et le BSW (4,8 %) restent également sous le seuil d'entrée. L'AfD disposerait donc de 32 sièges, contre 29 pour le SPD, tandis que Die Linke et les Verts en auraient cinq chacun. La majorité absolue est fixée à 36 sièges. L'AfD réclame un mandat pour former le gouvernement, mais les autres partis, à l'exception du BSW, avaient initialement exclu toute coopération avec elle. La participation atteint un record de 79 %, contre 70,8 % cinq ans auparavant. Friedrich Merz s'est empressé de qualifier le résultat de la CDU de « désastreux », tout en annonçant sa volonté de poursuivre son programme de réformes.

Lors des élections à la Chambre des députés de Berlin, Die Linke a réalisé un score historique en devenant pour la première fois la première force politique de la capitale. Avec 25,7 % des voix, le parti d'Elif Eralp devance nettement la CDU, qui a obtenu 18,8 %. L'AfD arrive en troisième position avec 16,3 %, devant les Verts (14,3 %) et le SPD (12,1 %). Le BSW, avec 4,7 %, reste sous le seuil nécessaire pour entrer au Parlement. La répartition des 158 sièges serait ainsi la suivante : 47 pour Die Linke, 34 pour la CDU, 29 pour l'AfD, 26 pour les Verts et 22 pour le SPD. La majorité absolue nécessite 80 sièges. La coalition sortante CDU/SPD ne disposerait plus que de 56 sièges. La formation du gouvernement s'annonce donc complexe. La CDU exclut toute coalition avec Die Linke, tandis que les autres partis refusent de gouverner avec l'AfD. Deux combinaisons potentielles disposent d'une majorité : Linke-Verts-SPD avec 95 sièges ou CDU-Verts-SPD avec 82 sièges. Le taux de participation fut élevé pour ce scrutin également avec 74,2 %, contre 62,9 % en 2023.

Après les mauvais résultats électoraux à Berlin et en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, la cheffe de la chancellerie allemande, Nina Warken (CDU), affirme que la coalition gouvernementale CDU/CSU et SPD maintient son programme de réformes et veut accélérer sa mise en œuvre. Lors d'une rencontre avec les principales organisations économiques allemandes, elle a promis « stabilité et rapidité ». Selon elle, la réforme des retraites ne devrait pas être remise en cause dans son ensemble, elle défend le paquet proposé par la commission des retraites comme un ensemble cohérent. La suppression de la retraite sans décote après 45 années de cotisation devrait toutefois prévoir des mesures de protection pour les personnes proches de la retraite ainsi que des périodes de transition. Les organisations patronales réclament pour leur part davantage d'action. Peter Adrian, le président de la DIHK, souligne la faiblesse des investissements des entreprises et réclame une politique davantage orientée vers la croissance. Parallèlement, les dirigeants de la CDU, de la CSU et du SPD se sont réunis pour discuter des difficultés de la coalition. Aucun résultat n'a été rendu public.

Le député de Die Linke au Bundestag, Ferat Koçak, se retire provisoirement de la vie publique et des réunions de la Commission de l'Intérieur après la révélation d'échanges avec un membre de la famille Remmo, dont certains membres sont soupçonnés par la police d'appartenir au milieu de la criminalité organisée. Les messages, dont une capture d'écran a été publiée sur Instagram par le fils d'Issa Remmo, montrent notamment Koçak lui demandant de partager une vidéo d'une de ses interventions au Bundestag. Ce dernier affirme qu'il ne savait pas initialement à qui il avait affaire et considère aujourd'hui cet échange comme une erreur. Il explique également communiquer régulièrement avec de nombreux habitants de Neukölln via les réseaux sociaux. La direction de Die Linke a pris ses distances avec le député et demande une transparence complète. Le chef du groupe parlementaire, Sören Pellmann, indique que d'autres conséquences pourraient suivre. Cette affaire intervient alors que Die Linke vient de devenir la première force politique à Berlin et pourrait participer à la formation du prochain gouvernement régional. Des responsables de la CDU estiment que cette affaire pose des questions de sécurité si Die Linke devait gouverner Berlin.

À l'occasion de la semaine de haut niveau de l'ONU à New York, le ministre allemand des Affaires étrangères, Johann Wadephul, a mis l'accent sur la nécessité de renforcer l'action internationale face aux crises actuelles. La guerre en Ukraine doit ainsi rester la priorité, l'Allemagne souhaite encourager la Russie à engager de véritables négociations, mais aussi de contribuer à la recherche de solutions aux conflits au Moyen-Orient et au Soudan. L'Allemagne plaide par ailleurs pour une réforme des Nations Unies afin de rendre l'Organisation plus efficace et plus représentative des réalités géopolitiques actuelles. Elle soutient entre autres une réforme du Conseil de sécurité donnant davantage de poids aux pays du Sud global. Enfin, cette semaine diplomatique doit permettre à Berlin de renforcer ses partenariats avec ses alliés du G7, les pays du G4 — Brésil, Inde et Japon — ainsi qu'avec les États d'Amérique latine et les petits États insulaires, dans le but d'approfondir les coopérations économiques et échanger sur les conséquences climatiques.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le Prix franco-allemand du Journalisme et des Médias 2026 a été remis le 16 septembre à Paris lors d'une cérémonie organisée au ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères. Le Grand Prix franco-allemand des Médias a été attribué conjointement à **François Villeroy de Galhau**, ancien gouverneur de la Banque de France, et à **Joachim Nagel**, président de la Bundesbank, distinguant ainsi pour la première fois deux banquiers centraux. Le jury a souhaité saluer leur collaboration étroite au sein du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne ainsi que leur contribution à l'intégration européenne, à la stabilité de la monnaie commune et au renforcement de la coopération économique franco-allemande. Hugo Travers, créateur de la chaîne d'information « HugoDécrypte », a également été récompensé, tandis que cinq autres prix ont été décernés dans différentes catégories. La cérémonie a réuni de nombreux représentants des milieux politiques, médiatiques et culturels français et allemands.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

5 milliards



Berlin bénéficiera de financements fédéraux supplémentaires pour couvrir les dépenses liées à son statut de capitale. Un nouveau contrat de financement, valable de 2028 à 2037, prévoit près de **5 milliards d'euros** de soutien de l'État fédéral, principalement pour la culture et la sécurité. Sur cette période, 2,9 milliards d'euros seront consacrés aux institutions culturelles berlinoises, soit environ 350 millions d'euros de plus que dans le précédent accord. Le financement sera notamment renforcé pour les Berliner Philharmoniker et les opéras berlinois. Les crédits consacrés à la sécurité seront quant à eux presque doublés, passant de 1,1 à environ 2,1 milliards d'euros. Ils doivent couvrir les coûts supplémentaires liés à la protection du quartier gouvernemental, des ministères et des ambassades, à l'encadrement des manifestations et aux visites officielles. Le financement fédéral s'élèvera à 200 millions d'euros par an en 2028 et 2029, puis augmentera progressivement pour atteindre 220 millions d'euros par an en 2037.